

Direction Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement de Rhône-Alpes

Unité Territoriale Drôme-Ardèche
Subdivision 7

Affaire suivie par : Lionel ROUQUET

Tél : 04.75.82.46.46.

Fax : 04 75 82 46 49

Courriel : lionel.rouquet@developpement-durable.gouv.fr

Valence, le 07 novembre 2011

Société LAFARGE PLATRES

ZI Les Blaches

26270 Ioriol sur Drôme

Référence : UT26-EN-11-0680-LRLR

Vos réf. :

A l'attention de monsieur le Directeur

Monsieur,

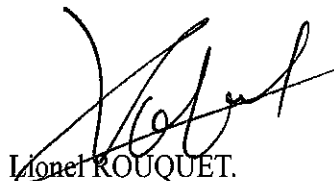
J'ai effectué, le 03 novembre 2011, une visite d'inspection sur votre site à LORIOU.

J'ai l'honneur de vous informer, dans la copie du rapport que je transmets à monsieur le préfet du département de la Drôme, des remarques que cette visite a soulevées de la part de l'inspection des installations classées.

Je vous demande de bien vouloir me tenir informé, dans un délai maximum de 15 jours, des suites que vous donnerez aux remarques formulées et de me faire part de vos intentions.

Je vous prie d'agréer, monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

L'inspecteur des installations classées,



Lionel ROUQUET.



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA DROME

*Direction Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement de Rhône-Alpes*

Unité territoriale de la Drôme et de l'Ardèche

Subdivision 7 – Environnement

Direction Départementale de la Protection et des
Populations
Service Environnement
33, avenue de Romans
B.P. 96
26 904 Valence cedex 9

Référence : UT26-EN-11-0679-LRLR
UT26-S7-11-G2595A61-LR0711

Affaire suivie par : Lionel ROUQUET
lionel.rouquet@developpement-durable.gouv.fr
Tél. 04 75 82 46 46 – Fax : 04 75 82 46 49

Lyon, le

DEPARTEMENT DE LA DROME
LAFARGE PLÂTRES – LORIOI

VISITE APPROFONDIE
RÉALISÉE LE 03 NOVEMBRE 2011

Rapport de l'inspecteur des installations classées

Adresse de l'établissement : ZI Les Blaches -26270 Ioriol sur Drôme
Activité principale : Fabrication de produits en polystyrène expansé
Code GIDIC : 61.2595
Priorité P1

Contrôle réalisé conformément à la procédure DEN-QPR-05-008 et au mode opératoire DEN-QMO-06-001.

Inspecteurs : Lionel ROUQUET

Date d'annonce du contrôle :

Type de contrôle	<input checked="" type="checkbox"/> Inspection approfondie	<input type="checkbox"/> Inspection annoncée	<input checked="" type="checkbox"/> Inspection planifiée
	<input type="checkbox"/> Inspection courante	<input checked="" type="checkbox"/> Inspection inopinée	<input type="checkbox"/> Inspection circonstancielle
	<input type="checkbox"/> Inspection ponctuelle		

Circonstances du contrôle	<input checked="" type="checkbox"/> Plan de contrôle de la DRIRE	<input type="checkbox"/> Accident : /
	<input type="checkbox"/> Plainte	<input type="checkbox"/> Autre : /

Thème du contrôle :

- Sécurité;
- État général du site (stockage, gestion des déchets, rétention, ...)

Référentiel du contrôle :

- Arrêté préfectoral n° 6685 du 10 décembre 1996

Principales installations contrôlées :

- Ateliers de fabrication ;
- Stockage matière première et blocs de polystyrène expansé

Personnes rencontrées et fonctions :

- M. MOREL, chargé de la sécurité et environnement;

Contexte

L'usine LAFARGE PLATRES de Lorient fabrique des isolants en polystyrène expansible dérivé du pétrole obtenu par polymérisation du styrène avec introduction d'un agent d'expansion : le pentane.

Le pentane est un composé organique volatil (COV) inflammable. Une partie du produit utilisée est conservée dans le PSE mais une quantité non négligeable est rejetée dans l'atmosphère au cours de son stockage et de son utilisation. L'Europe se préoccupe d'ailleurs de ces émissions de pentane et certains pays tels que la Suisse, l'Autriche ou la Suède ont d'ores et déjà prévu une législation visant à les limiter.

Dans cette perspective, une étude technico-économique (ETE) de réduction des émissions de pentane a été demandée à l'exploitant. Cette dernière a été remise à l'inspection au cours de l'année 2010 en vue d'être co-examinée par le siège de la DREAL Rhône-Alpes et le ministère. Des négociations sont en cours avec le MEDDTL et la profession pour dégager une position nationale. Les premiers éléments d'analyse de l'ETE montrent que l'étude de technologies émergentes comme celle du projet EUREKA-COURBIS n'ont pas été réalisées.

On notera à ce sujet qu'un projet germano-néerlandais EUREKA¹, a mis au point un nouveau

¹ EUREKA est une initiative pan-européenne, lancée en 1985 à l'initiative de François Mitterrand et Helmut Kohl, destinée à renforcer la compétitivité de l'industrie européenne. Les entreprises et les laboratoires de recherche, publics ou

processus breveté qui met en oeuvre un procédé d'encapsulation de l'amidon dans une coquille de polystyrène. Ce processus permet d'une part de réduire considérablement les émissions de pentane et d'autre part d'améliorer la sécurité lors de la fabrication. Selon les informations de CORDIS², ces nouveaux produits ont en outre permis à leur fabricant d'accéder aux marchés des états-unis, plus stricts sur les émissions de COV.

Synthèse de la visite et constatations :

✓ Emissions de COV

La quantité de pentane émise en 2010 s'élève à 160,8 tonnes pour un total de 4888 tonnes de produit fabriqué. Pour mémoire, en 2009 les chiffres étaient de 185,7 tonnes de pentane émises pour 5633 tonnes de produit.

✓ Rétentions / stockages

Les produits stockés sont essentiellement de la colle, du biocide, de l'huile et du fioul. Les stockages sont associés à une rétention à l'exception du biocide (un bidon de 20 litres et un bac de trempage supérieur à 1000l). L'exploitant devra d'une part placer ces installations sur rétention et d'autre part fournir des compléments sur les conditions d'exploitation de cet équipement, en particulier sur l'égouttage et le séchage des éléments trempés.

✓ Gestion des déchets

Les éléments relatifs à la gestion des déchets non-dangereux sont archivés dans un classeur. Il s'agit des factures qui font état notamment de la date d'enlèvement, des quantités et des prestataires.

Les déchets dangereux font à priori l'objet d'un registre contenant les éléments d'information associés. Néanmoins, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter ce registre. Il convient qu'une copie des éléments d'information correspondant aux derniers enlèvements nous soit fournie.

✓ Exploitation - sécurité

Les vérifications périodiques du matériel électrique sont effectuées. La rapport présente 46 observations.

Les consignes de sécurité sont affichées dans l'ensemble de l'établissement (alerte, évacuation, ..). Tout le personnel peut être considéré comme équipier de première intervention en raison du fonctionnement en 3/8. Chacun est formé à l'utilisation du matériel de défense. Un exercice est d'ailleurs prévu, avec le SDIS si possible, avant la fin de l'année.

La commande de désenfumage du stockage de matière première est endommagée. Celle-ci devra être réparée et son fonctionnement vérifié.

L'étude technique relative au risque foudre est en cours.

2 Le service communautaire d'information sur la recherche et le développement, est un espace d'information consacré aux activités européennes de recherche et de développement (R & D) et de transfert de technologies.

Conclusions

Compte tenu du caractère inopiné de la visite, l'état général du site est correct. A noter néanmoins la dispersion des documents relatifs à la gestion des installations classées et l'impossibilité pour certains d'être mis à la disposition de l'inspection. Toutefois, la nécessité de réorganiser la fonction HSE a déjà été prise en compte par monsieur TURBOULT, nouveau directeur du site, et des actions semblent entreprises dans ce sens.

En ce qui concerne les émissions de pentane, des avancées techniques dans ce domaine, évoquées plus haut, apparaissent sur le marché, offrant ainsi des perspectives favorables à leur réduction. Il conviendrait que l'exploitant se positionne quant aux évolutions possibles de son process en vue de réduire ses émissions.

Suites :

1. Propositions de sanctions administratives et sanctions pénales :

NEANT

2. Autres suites :

- Les produits biocides doivent être stockés sur rétention. Délai : immédiat ;
- Une rétention doit être créée autour du bac de traitement. Délai : 1 mois ;
- Des compléments doivent être fournis sur les conditions d'exploitation de l'installation de traitement biocide, en particulier sur les procédures d'égoutage et le séchage des éléments trempés dans la solution;
- une copie du registre déchet dangereux (les deux derniers enlèvements) sera transmise à l'inspection : délai : 15 jours;
- le compte rendu d'exercice incendie sera transmis à l'inspection ;
- la commande de désenfumage doit être réparée et son fonctionnement vérifié. Délai : 15 jours ;

L'inspecteur des installations classées,

Lionel ROUQUET

Vu, approuvé et transmis à monsieur le Préfet du
département de la Drôme,
Lyon, le 28 mars 2012

Pour le directeur,
Le chef de l'unité Prévention des Pollutions et
Police de l'Eau

Pascal SIMONIN